

“L’Ares est une cocotte-minute qui va exploser”

■ La charge, en interne, est virulente contre la structure faïtière de l’enseignement supérieur.

Créée en janvier 2014 pour mettre en œuvre le décret paysage du ministre Marcourt, l’Ares (Académie de recherche d’enseignement supérieur) est une superstructure qui regroupe des représentants de l’enseignement supérieur en Belgique francophone. L’Ares est composée d’un bureau exécutif, d’un conseil d’administration, de quatorze commissions et de trois chambres thématiques (universités, hautes écoles/promotion sociale et écoles d’art). Elle compte pas moins de 300 membres. Ces recteurs, syndicalistes, représentants des organisations étudiantes, directeurs-présidents de hautes écoles, d’établissements de promotion sociale ou d’écoles supérieures des Arts doivent rendre des avis au gouvernement sur tout ce qui concerne l’enseignement supérieur.

C’est la première fois que tous ces acteurs sont réunis dans une même organisation et, de l’avis général de ses membres, l’idée est excellente. Mais la vie n’est pas un long fleuve tranquille à l’Ares. En interne, les critiques pleu-

vent. Des administrateurs (dont certains veulent garder l’anonymat) tirent à vue sur le fonctionnement de cette coupole.

Une usine à gaz

“L’Ares est une usine à gaz où l’on fait des réunions à n’en plus finir sur tout et n’importe quoi”, confie un représentant du monde universitaire. “Il faut beaucoup de réunions pour changer quatre lignes de texte”, assure Anne-Françoise Vangansbergt, de la CSC-Enseignement. “Les discussions sont très superficielles. On palabre beaucoup sans parler du fond, de nos préoccupations réelles. C’est très décourageant. On a créé de beaux souffleurs de vent”, glisse-t-on du côté des étudiants. Ces mêmes étudiants se plaignent du peu de considération que l’on fait de leur planning. “On nous annonce plusieurs réunions en juin alors que nous sommes en examens. Il a fallu qu’on le signale pour que l’on modifie le calendrier.”

Tous nos interlocuteurs s’accordent pour évoquer une ambiance tendue voire malsaine. Les clivages historiques (universités/hautes écoles, entre les réseaux ou couleurs politiques) sont bien loin d’être du passé. “Selon le modèle construit, on doit s’entendre mais on est dans une culture de rapports de force, avec des alliances qui se font et se défont”, indique Alexandre Lodez, représentant de l’Helmo, qui a dû taper du poing sur la table

pour que les hautes écoles obtiennent la présidence de la commission Aide à la réussite (finalement une coprésidence avec les universités). Les universités qui joueraient aux mâles dominants. “Elles se prennent pour les rois du monde”, dit Bastien François, du syndicat étudiant Unecof. “En chambre thématique, dès que les gens se retrouvent entre eux, ils cassent du sucre sur le dos des autres”, explique Anne-Françoise Vangansbergt. “Chacun essaie de tirer la couverture à lui. On n’arrive pas à avancer ensemble dans la bonne direction, en mettant de côté ses intérêts individuels. On n’essaie même plus d’aplanir les divergences. On n’en parle pas. L’Ares, c’est une cocotte-minute qui a des fuites et qui va exploser”, déclare un membre du conseil d’administration.

La succursale du cabinet Marcourt

Les syndicats, les étudiants et même d’autres acteurs reprochent au cabinet Marcourt de ne plus assurer ses missions d’arbitrage, laissant à l’Ares le soin de trancher. Le cabinet lui imposerait en outre son propre tempo. “On nous demande de statuer en urgence. On doit accepter ces contraintes et on est devenu une succursale du cabinet.”

Plusieurs de nos témoins font part de leur déception. Ils étaient enthousiastes au départ mais ont déchanté. “L’Ares, c’est une bonne idée mais qui ne marche pas. Il est possible qu’elle fonctionne mieux mais il faut pour cela accepter de dire qu’elle ne fonctionne pas”, conclut Alexandre Lodez.

Isabelle Lemaire

Julien Nicaise, l’administrateur de la structure, est-il une erreur de casting ?

La liste des griefs formulés par certains membres de l’Ares est déjà longue mais il faut y ajouter une autre. Elle concerne Julien Nicaise qui a été désigné administrateur de l’Ares en juin dernier. Ce trentenaire liégeois, ancien chercheur puis membre de cabinets de différents ministres PS de l’Enseignement (Marie Arena, Christian Dupont et Jean-Claude Marcourt) et enfin directeur général des personnels de l’enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles, est loin de faire l’unanimité.

La voix de son maître ou un homme libre ?

Si d’aucuns (dont Philippe Maystadt) saluent un homme “loyal, qui prend ses distances par rapport au cabinet Marcourt, clair, net, précis”, d’autres font clairement allusion à une erreur de casting. “Un technicien de cabinet qui ne connaît pas le terrain, qui se mêle d’autre chose que de gestion pure, c’est-à-dire du fond et en droite ligne du cabinet Marcourt”, soutient un membre du conseil d’administration. “Il se dit neutre mais porte le message du cabinet. C’est très perturbant”, signale un autre. “C’est la première fois que j’entends ça. J’ai de l’expérience de terrain et je ne suis pas déconnecté de la réalité. On me demande une gestion de fonction-

naire. Je ne prends pas les décisions”, se défend Julien Nicaise.

L’administrateur s’étonne que l’Ares soit à ce point dénigrée de l’intérieur. “A mon arrivée, l’ambiance était froide car les gens ne se connaissent pas. Aujourd’hui, ça fonctionne et on atteint notre rythme de croisière. Je ne ressens pas du tout ces animosités. C’est curieux qu’on ait été aussi négatif ou alors, c’est qu’on n’ose pas dire ce qu’on pense. Même si je sens la tension, l’ambiance n’est pas délétère, au contraire. Les points de vue s’affrontent et on arrive à des compromis. On ose se dire les choses de façon franche et les discussions sont profondes. Qu’on m’illustre concrètement ce qui ne fonctionne pas.”

Julien Nicaise voit dans le désengagement de la mission d’arbitrage du cabinet Marcourt au profit de l’Ares “une formidable preuve de confiance dans les institutions. Avant, pour les habilitations par exemple, ce n’était que des jeux politiques. Avec l’Ares, c’est la transparence totale. Et si le gouvernement va à l’encontre de son avis, il y aura un risque de décrédibilisation.” Enfin, il ne s’opposerait pas à une refonte de l’Ares si elle n’arrivait pas en l’état à remplir ses missions.

I.L.

Maystadt: “Ça m’a coûté d’accepter la présidence de l’Ares”

En septembre, le ministre d’Etat Philippe Maystadt a été choisi comme président de l’Ares. Pourtant réservé sur le décret Paysage, il a accepté cette mission. “Les recteurs ont beaucoup insisté. Je savais que ce serait très compliqué et que ça le resterait. J’ai dû renoncer à enseigner, couper mes liens avec tout établissement scolaire. Ça m’a coûté, dans les deux sens du terme, d’accepter la présidence”, avoue-t-il. Ses réserves se portent aussi sur l’Ares. “On dit que c’est une fédération des établissements d’enseignement supérieur. Ses membres sont donc en droit de penser que c’est eux qui décident. C’est une erreur. Et per-

sonne n’a pu m’expliquer la pertinence de mettre la promotion sociale dans l’Ares, alors qu’elle ne dépend pas du même ministère.” Philippe Maystadt ne se dit pas surpris du climat de tension. “C’est presque inévitable puisqu’on met ensemble des gens qui n’ont pas l’habitude de se fréquenter. Mais je n’avais pas l’impression que c’était tendu à ce point.” Le président annonce toutefois qu’il ira au bout de son mandat de trois ans.

I.L.